

1 - Actualité nationale et internationale

Conjoncture outre-mer en 2011.

Le Directeur général des instituts a donné une conférence de presse à Paris le 16 mars 2012 sur la « conjoncture outre-mer en 2011 ».

Alors que l'an dernier, lors de cette même conférence de presse, il était possible de dresser un constat global à peu près convergent pour l'ensemble de l'outre-mer, la situation à fin 2011 est beaucoup plus contrastée. On peut tout au plus identifier quelques tendances par zone géographique : les Départements français d'Amérique (DFA) sont la zone la mieux orientée, avec la Guyane dynamique, la Guadeloupe en amélioration et la Martinique un peu en retrait ; dans l'Océan Indien, La Réunion et Mayotte fléchissent nettement en fin d'année, ce mouvement étant, à Mayotte, accentué par les événements sociaux ; les évolutions sont toujours divergentes dans l'Océan Pacifique avec, d'un côté, la Polynésie qui ne se redresse pas et, de l'autre côté, la Nouvelle-Calédonie dont l'activité est encore favorable.

La hausse des prix est généralement contenue et la dégradation du marché du travail se poursuit dans la quasi-totalité des géographies ultramarines, mais à un rythme moindre que les années précédentes.

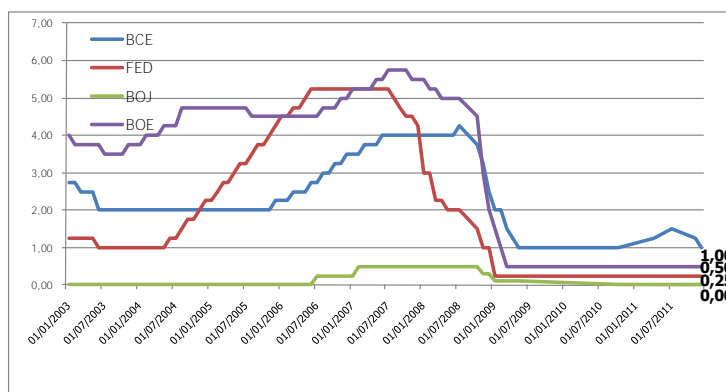
Taux d'intérêt

La BCE et la Fed maintiennent le statu quo monétaire

Le 4 avril 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 1,00 %, 1,75 % et 0,25 %.

Le président de la BCE observe que « les indicateurs tirés d'enquêtes relatives à la croissance économique se sont dans l'ensemble stabilisés à des niveaux faibles au cours des premiers mois de 2012 et une reprise modérée de l'activité est attendue en cours d'année. Les perspectives économiques demeurent soumises à des risques à la baisse. L'inflation devrait rester supérieur à 2 % en 2012, (...) toutefois, à plus long terme, (...) les tensions sous-jacentes sur les prix devraient rester limitées ».

Le Comité monétaire de la Fed a décidé le 13 mars 2012 de maintenir son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0% et 0,25 %. Dans son communiqué, le Fed indique que la croissance de l'économie américaine devrait rester modérée en 2012.



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 867 900 fin février 2012, soit une hausse de 0,2 % sur un mois en données CVS-CJ0 (+ 6 200 personnes). Sur un an, il croît de 6,2 % (+6,4 % pour les hommes et +6 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 15,3 %.

Hausse du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières, est de 10,8 % en février 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à janvier. Il était de 10 % en février 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,2 % en février 2012. Il était de 9,5 % en février 2011.

Inflation

Hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,4 % sur un mois en février 2012 ; sur un an, il croît de 2,3 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,4 % en glissement annuel.

Légère baisse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,6 % en mars 2012, en baisse de 0,1 point par rapport à février.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 13 mars 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. La Boj a par ailleurs annoncé un prêt supplémentaire de 2 000 milliards de yens aux banques pour soutenir la croissance de l'économie japonaise. En février 2012, la production industrielle du Japon a reculé de 1,2 % sur un mois, les prix à la consommation hors alimentation et énergie ont augmenté de 0,2 % sur un mois et reculé de 0,6 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages sont en hausse de 2,3 % sur un an. Le taux de chômage est estimé à 4,5 %, en baisse de 0,1 point sur un mois.

En février 2012, les exportations ont baissé de 2,7 % sur un an, les importations, pour leur part, ont augmenté de 9,2 %.

L'excédent commercial s'est élevé à 300 millions d'euros.

Recul de l'inflation en Chine

En février 2012, l'indice des prix à la consommation a progressé de 3,2 % sur un an contre 4,5 % en janvier. La valeur ajoutée de la production industrielle a progressé de 11,4 % en janvier et février 2012 en glissement annuel. En février 2012, les exportations chinoises ont augmenté de 18,4 % sur un an et les importations de 39,6 %. Le déficit commercial a atteint 24 milliards d'euros.

Séminaire CEROM

Les partenaires CEROM (AFD, INSEE, IEDOM, IEOM, ISPF, ISEE) se sont retrouvés les 22 et 23 mars 2012 à Libourne pour leur séminaire technique. Cette réunion, qui a lieu tous les deux ans, a rassemblé une quarantaine de participants qui ont échangé sur des thématiques aussi variées que les outils d'analyse de la conjoncture, les comparaisons des comptes rapides et des comptes définitifs ou les déterminants des échanges régionaux. Pour plus de détails www.cerom-outremer.fr

Publications de l'IEOM

1 - L'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2011 : une situation toujours favorable mais une confiance en berne;

2 - L'économie de Wallis-et-Futuna en 2011 : une activité toujours bien orientée ;

3 - L'économie de la Polynésie française en 2011 : une morosité persistante.

Les notes expresses série « Portrait » n° 60, 61, 62 sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet www.ieom.fr

2 – Actualité régionale

Pêche à la bêche-de-mer : une ressource menacée

La pêche à la bêche de mer est devenue un sujet de préoccupation pour les pays du Pacifique. Le concombre de mer constitue en effet un mets très apprécié en Asie, notamment en Chine, où la demande est permanente. Le gouvernement des îles Salomon vient de prendre des mesures restrictives visant à en interdire la pêche. Selon un biologiste de la vie marine, le concombre de mer est une proie très facile incitant à la surpêche, et une raréfaction de la ressource est observée dans les îles du Pacifique notamment aux îles Salomon, où la pêche n'était pas jusqu'alors réglementée. Le chiffre d'affaire du marché asiatique de la bêche-de-mer est estimé à 60 millions de dollars par an.

Développement/ Environnement/ Energies renouvelables

Dans le cadre des accords d'Hokkaido entre les autorités japonaises et les dirigeants du Pacifique (mai 2009), il a été convenu du lancement d'un Fonds PEC (Communauté du Pacifique pour l'Environnement). En vertu de cet accord, le Japon s'est engagé à fournir une contribution d'environ 66 millions de dollars US en faveur des pays insulaires océaniques. Ces capitaux seront utilisés pour soutenir des projets en mettant l'accent sur la fourniture de systèmes solaires de production d'électricité et de dessalement d'eau de mer dans les îles Cook, les Etats fédérés de Micronésie, Fidji, Kiribati, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, les îles Marshall, Samoa etc. Fin mars, le fonds PEC a annoncé une subvention de 2,3 millions de dollars US pour le projet d'énergie solaire aux îles Fidji.

3 – Brèves locales

Elections territoriales : renouvellement de l'Assemblée territoriale

Le 25 mars dernier, les électeurs wallisiens et futuniens ont été appelés aux urnes pour renouveler les 20 membres de l'Assemblée territoriale (13 sièges pour Wallis et 7 pour Futuna). A l'issue du scrutin, le paysage politique a été remodelé, et de nombreux conseillers ont été élus pour la 1^{ère} fois. Les conseillers ont porté M. Vetelino NAU, du parti socialiste de la circonscription d'Alo à Futuna, à la présidence de l'AT. Enseignant retraité, et élu territorial depuis 15 ans, M. Vetelino NAU sera assisté de M. Mikaele KULIMOETOKE, désigné vice-président, et de Mme Mireille LAUFILITOGA, désignée 1^{ère} secrétaire.

Contrat de développement 2012-2016

Le contrat de développement 2012-2016, dont le montant s'élève à 49 millions d'euros a été signé le 9 mars 2012 entre l'Etat et le Territoire. L'Etat participe au financement du contrat à hauteur de 41,8 millions d'euros. Les projets retenus touchent différents secteurs (santé, formation et enfance, éducation-formation, sport, culture, télécommunications, infrastructures, environnement et énergie, développement rural, et économie). Un dispositif d'évaluation est prévu pour permettre de suivre l'avancée des projets et d'en établir un bilan précis. Le contrat social pour la même période, fixant les enveloppes consacrées à l'aide aux personnes âgées et aux personnes handicapées, reste en suspens.

Mini-jeux 2013

Le Comité Organisateur des Mini-jeux du Pacifique de Wallis-et-Futuna 2013 (COWF 2013) a annoncé que les Mini-jeux auront lieu à Wallis en septembre 2013. L'Etat investit 1,04 milliards de F CFP pour aider le Territoire au financement des infrastructures. Le budget de fonctionnement est estimé à 384 millions de F CFP. Pour ces mini-jeux, 1 200 athlètes et 800 accompagnateurs sont attendus. Huit sports seront défendus sur 4 sites parmi lesquels le site de Kafika qui accueillera l'athlétisme, le volley-ball, le taekwondo, l'haltérophilie, et le rugby. Trois autres sites ont été choisis, Gahi, dans le Sud pour le Va'a (courses de pirogues), Fatima dans le nord, pour le beach-volley, et Liku au centre pour la voile. Comme suite à la dernière réunion de l'accord particulier entre l'Etat, la Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna, l'Etat et la Nouvelle-Calédonie se sont engagés à apporter un soutien technique, matériel et financier au COWF 2013.

Dettes de l'Agence de santé

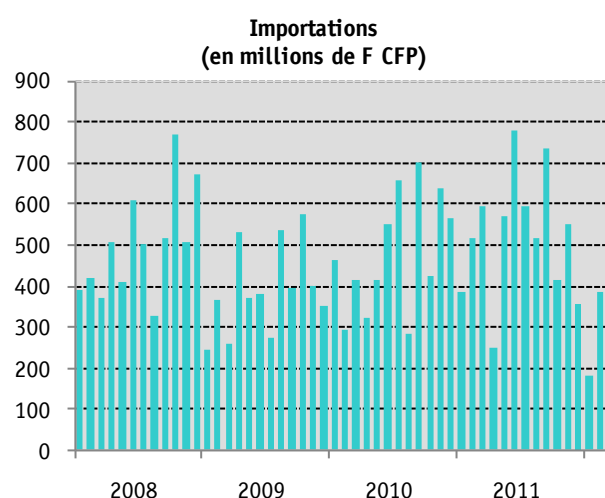
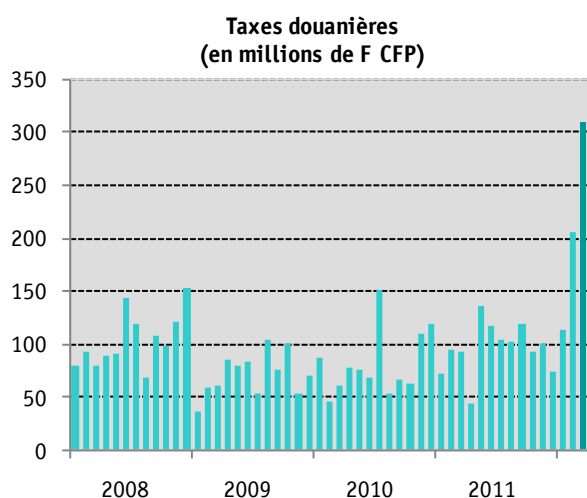
En 2011, la dette de l'Agence de santé auprès des organismes de santé en Nouvelle-Calédonie s'élève à près de 1,7 milliard de F CFP dont 1,2 milliard de F CFP auprès du Centre hospitalier territorial (CHT) et 480 millions de F CFP auprès de la CAFAT. Au cours des derniers mois et malgré les engagements pris en début d'année à travers la réunion de la commission de suivi de l'accord particulier entre l'Etat, la Nouvelle-Calédonie et le Territoire, des tensions sont apparues pour les évasans vers le CHT de Nouméa, eu égard au règlement de la dette. Une mission d'expertise des Finances est actuellement sur le Territoire afin d'examiner le problème et d'en favoriser le règlement.

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		4 ^e trim-11	109,43	-	4%
SMIG mensuel en XPF		janv-12	84 837	-	3,2%
Nombre d'emplois salariés		juin-11	2 031	-	0,5%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	mars-12	727	87,9%	22,0%
	cumulées	mars-12	1 295	-	-13,6%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	mars-12	309	174,5%	231,1%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	mars-12	627	-	26,1%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	mars-12	119	-	-43,7%

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Energie					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)	trimestriel	déc-11	1 621	7,6%	-4,3%
Consommation de gazole (milliers de litres)	trimestriel	déc-11	627	-8,9%	-8,5%
Consommation d'essence (milliers de litres)	trimestriel	déc-11	162	5,7%	-12,4%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	mars-12	1 817	-36,2%	-4,5%
	cumulé	mars-12	7 605	-	1,3%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	mars-12	737	-43,7%	-29,5%
	cumulé	mars-12	2 437	-	-18,2%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	mars-12	3	-40,0%	-25,0%
	cumulées	mars-12	3	-	-62,5%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	mars-12	24	60,0%	140,0%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEP, Aviation civile



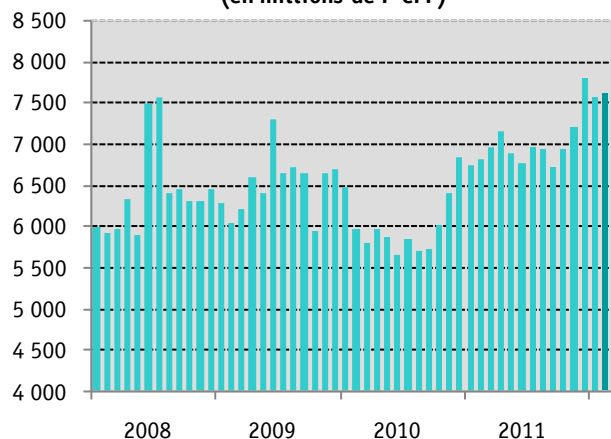
5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

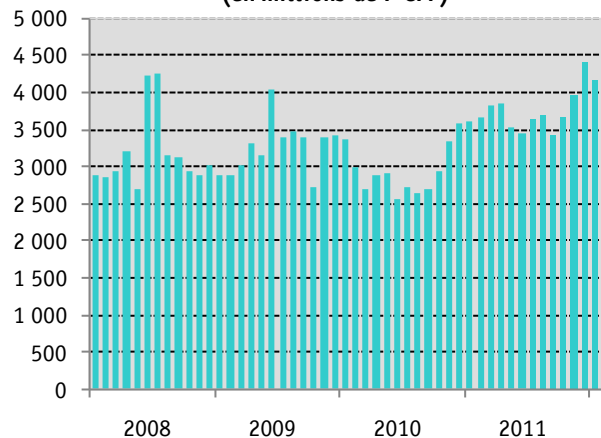
M3 impactée par la hausse des dépôts à vue et de la monnaie en circulation

en millions de F CFP	févr-11	janv-12	févr-12	▲ / mois	▲ / an
Circulation fiduciaire	2 061	2 094	2 096	0,1%	1,7%
Dépôts à vue	3 668	4 179	4 241	1,5%	15,6%
Total M1	5 729	6 273	6 337	1,0%	10,6%
M2-M1	568	592	572	-3,4%	0,7%
Total M3	6 823	7 563	7 611	0,6%	11,6%

Masse monétaire
(en millions de F CFP)



Dépôts à vue
(en millions de F CFP)

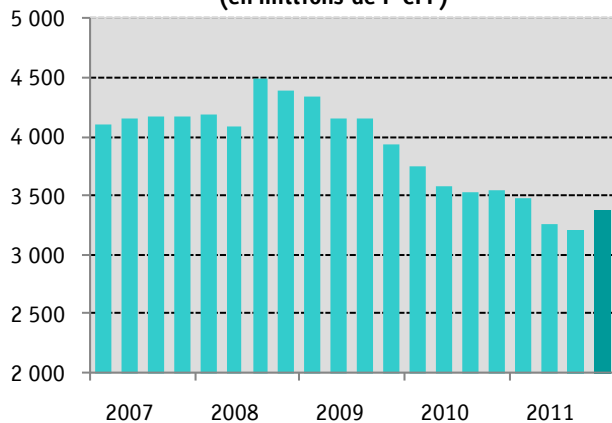


Concours de caractère bancaire

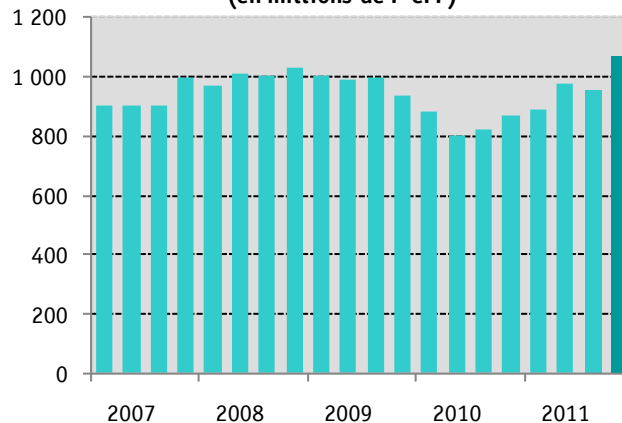
Reprise des crédits de trésorerie sur l'année

en millions de F CFP	déc-09	déc-10	déc-11	▲/an
Crédits de trésorerie	938	872	1 075	23,2%
Crédits à l'équipement	1 431	1 249	1 116	-10,7%
Crédits à l'habitat	521	363	422	16,3%
Autres crédits	290	268	221	-17,3%
Sous total	3 181	2 751	2 833	3,0%
Créances douteuses brutes	754	792	547	-31,0%
Total	3 934	3 544	3 380	-4,6%

Encours de crédits bruts
(en millions de F CFP)



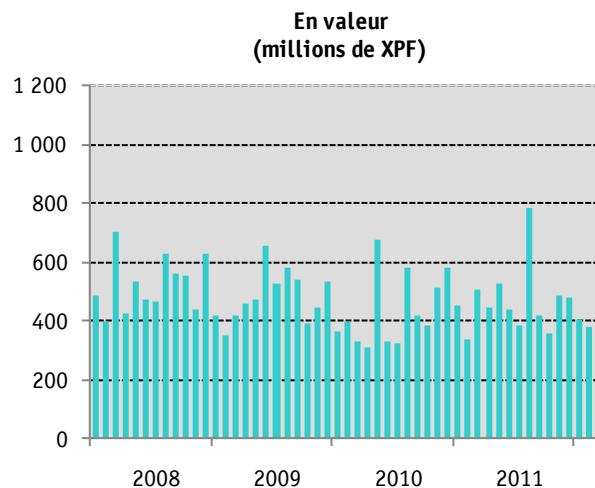
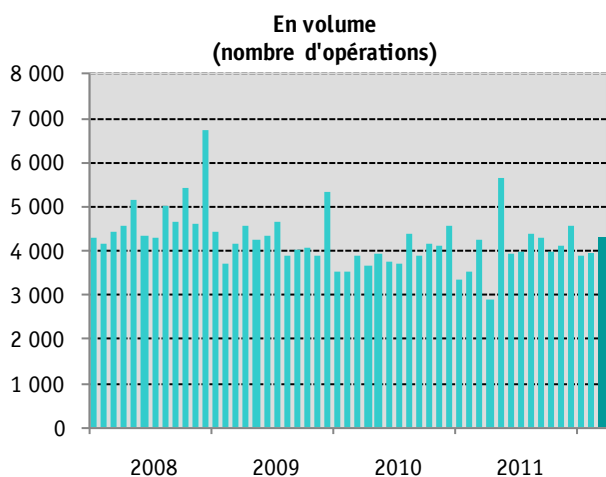
Encours de crédits de trésorerie
(en millions de F CFP)



Compensation

Hausse soutenue des opérations de compensation en valeur

	mars-11	févr-12	mars-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 265	3 936	4 298	12 145	9,2%	1%
Compensation (en millions de CFP)	507	380	987	1 772	159,4%	95%



Incidents bancaires

Diminution des incidents de retraits de cartes bancaires sur le mois

en nombre	févr-11	janv-12	févr-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	76	70	70	140	0,0%	-8%
Retraits de cartes bancaires	0	6	0	6	-100,0%	-

Interdits bancaires

Stabilité des personnes physiques en situation d'interdits bancaires sur le mois

en nombre	févr-11	janv-12	févr-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	408	411	413	0,5%	1,2%
- dont personnes physiques	397	402	402	0,0%	1,3%
- dont personnes morales	11	9	11	22,2%	0%

Cotation

Baisse du nombre de cotes éligibles

en nombre	janv-11	déc-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Cotes valides	38	38	38	0,0%	0,0%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	13	8	7	-12,5%	-46,2%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2010	2011	2012	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>					
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	4 ^e trim	105,22	109,43	-	4%
Entreprises					
nombre d'entreprises	décembre	475	512	-	7,8%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	février	10	11	11	0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	mars	49	160	69	-57%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	mars	31	12	4	-66,6%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	mars	12	20	7	-65,0%
Ménages					
emploi salarié (nb)	juin	2 020	2 031	-	-
dont secteur privé	juin	831	841	-	-
dont secteur public	juin	1 189	1 190	-	-
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 ^{er} janvier 2012	486	486	502	3,2%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	février	450	397	402	1,3%
décision retrait cartes bancaires	février	13	2	0	-100%
incidents paiements sur chèques	février	107	76	70	-8%
importations de produits alimentaires (M XPF)	mars	155	154	171	11,0%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	mars	44	60	120	101,2%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	mars	42	76	38	-49,8%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mars	19	24	32	33,3%
Echanges extérieurs en millions de XPF					
importations	mars	416	596	727	22,0%
exportations	mars	0	0	0	-
recettes douanières	mars	285	366	432	18,1%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	mars	194	259	309	19,2%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	mars	88	103	119	15,2%
<u>Indicateurs financiers</u>					
La masse monétaire					
Dépôts à vue	février	3 000	3 668	4 241	15,6%
M1	février	4 916	5 729	6 337	10,6%
M2	février	5 413	6 296	6 909	9,7%
Dépôts à terme	février	552	526	702	33,4%
M3	février	5 965	6 823	7 611	11,6%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
	décembre	3 544	3 380	-	-4,6%
Ménages	décembre	1 255	1 357	-	8,1%
<i>dont crédits à la consommation</i>	décembre	893	1 073	-	20,3%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	décembre	363	283	-	-21,9%
Entreprises	décembre	1 092	1 137	-	4,1%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	décembre	103	88	-	-14,4%
<i>dont crédits d'investissement</i>	décembre	943	843	-	-10,7%
<i>dont crédits à la construction</i>	décembre	-	-	-	-
Collectivités locales	décembre	306	273	-	-10,8%
Autres agents et CCB non ventilés	décembre	98	67	-	-31,7%
créances douteuses brutes	décembre	792	547	-	-31,0%
taux de créances douteuses	décembre	22,4%	16,2%	-	- 4 pt
Ensemble des actifs financiers					
Ménages	décembre	2 856	3 040	-	6,5%
Sociétés	décembre	1 678	2 289	-	36,4%
Autres agents	décembre	4 033	3 935	-	-2,4%
dont assurances-vie	décembre	921	946	-	2,6%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

7- Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	14/12/2011
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	14/12/2011
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	14/12/2011

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	3,75% 5,65% à 6,10% (Taux SGFGAS à partir du 01/03/2012)
taux de réescompte des crédits aux entreprises	23/12/2011	1,00%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	
taux de la facilité de prêt marginal	14/12/2011	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/12/2011	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois						taux de base bancaire	
	30/03/2012	29/02/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	taux	date d'effet
EONIA	0,3880%	0,3740%	+ 0,014 pt	0,8170%	- 0,429 pt	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,4190%	0,5640%	- 0,145 pt	0,7820%	- 0,363 pt		
EURIBOR 3 mois	0,7770%	0,9830%	- 0,206 pt	1,0060%	- 0,229 pt		
EURIBOR 6 mois	1,0780%	1,2790%	- 0,201 pt	1,2270%	- 0,149 pt		
EURIBOR 12 mois	1,4160%	1,6140%	- 0,198 pt	1,5070%	- 0,091 pt		

taux d'intérêt en moyenne mensuelle						taux de base bancaire	
	30/03/2012	29/02/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	taux	date d'effet
TEMPE	0,3587%	0,3662%	- 0,008 pt	0,4902%	- 0,102 pt		
EURIBOR 1 mois	0,4690%	0,6270%	- 0,158 pt	0,8110%	- 0,342 pt		
EURIBOR 3 mois	0,8600%	1,0490%	- 0,189 pt	1,0220%	- 0,162 pt		
EURIBOR 6 mois	1,1166%	1,3460%	- 0,229 pt	1,2510%	- 0,134 pt		
EURIBOR 12 mois	1,5000%	1,6790%	- 0,179 pt	1,5260%	- 0,026 pt		
TMO	3,0700%	3,2600%	- 0,190 pt	3,5900%	- 0,520 pt		
TME	2,8700%	3,0600%	- 0,190 pt	3,3900%	- 0,520 pt		
TRBOSP	3,0500%	3,2500%	- 0,200 pt	3,6500%	- 0,600 pt		

Définitions
EONIA: Euro OverNight Index Average
TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	30/03/2012	29/02/2012	31/12/2011	30/03/2012	29/02/2012	31/12/2011	30/03/2012	29/02/2012	31/12/2011
taux JJ	0,080%	0,190%	0,110%	0,130%	0,050%	0,035%	0,625%	0,540%	0,555%
3 mois	0,350%	0,370%	0,680%	0,315%	0,250%	0,140%	0,620%	1,100%	1,100%
10 ans emprunts phares	2,170%	1,980%	1,870%	1,000%	0,960%	0,980%	2,190%	2,150%	1,980%

TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2012)			
	seuil de l'usure		
Prêts aux particuliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	14,81%
		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,93%
Prêts immobiliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts à taux fixe	6,32%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,99%
Prêts à taux variable	5,88%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,35%
Prêts-relais	6,48%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,37%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,67%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,56%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,49%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,15%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	15,27%		
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	17,15%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	13,27%	Découverts en compte (1)	13,67%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE									
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	89,3469	1 NZD/XPF	73,4168	1 HKD/XPF	11,5068	1 GBP/XPF	143,1008	
100 JPY/XPF	108,9191	1 AUD/XPF	92,9665	1 SGD/XPF	71,1367	100 VUV/XPF	95,6575	1 FJD/XPF	50,3531